

Réf.
RP/MT - 11/2020
Dossier suivi par
Gilles MARTINEAU
gilles.martineau@ardeche.chambagri.fr

Siège Social
4, Avenue de l'Europe Unie - BP 114
07001 PRIVAS Cedex
Tél. : 04 75 20 28 00
Fax : 04 75 20 28 01
Email : contact@ardeche.chambagri.fr

**Monsieur le Président du Syndicat
Mixte du Pays de l'Ardèche
méridionale**
Château Julien
07110 VINEZAC

Privas, le 17 novembre 2020

Objet : avis SCOT de l'Ardèche Méridionale

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'élaboration du schéma de cohérence territorial du pays de l'Ardèche méridionale, votre syndicat mixte a sollicité l'avis de la Chambre d'agriculture de l'Ardèche.

Nous avons bien reçu votre dossier et nous vous en remercions. Au regard de l'analyse des pièces transmises, nous vous prions de trouver par la présente, l'avis de la Chambre d'agriculture.

Ce projet de SCOT aura des répercussions importantes sur le développement du territoire Sud Ardèche. Nous saluons le travail accompli par les élus et vos services dans la concertation qui y a été associée. A la lecture de l'ensemble des pièces du dossier, nous constatons avec satisfaction que certaines de nos interventions en séances plénières tant au niveau des comités de pilotage, que des comités techniques ont retenu votre attention.

Toutefois, il nous semble qu'au regard des thèses défendues par la charte de gestion durable des territoires de l'Ardèche, des évolutions législatives (SRU (2000), lois grenelle(2010), Alur(2014), Elan(2018)...), l'ampleur de la consommation de foncier qui résulte de ce schéma reste préoccupante. L'Etat oriente sa stratégie d'aménagement du territoire sur une « non artificialisation nette du foncier agricole et naturel » à l'horizon 2030/2040(plan biodiversité). Il nous semble donc primordial que le SCOT se fasse l'écho de cette orientation.

Pour assurer la prise en compte de nos remarques, nous proposons par la présente de vous exposer : en premier lieu les points de désaccord, puis les avis avec réserve et enfin les points sur lesquels nous avons une vision convergente des enjeux et orientations du SCOT.

De manière générale, nos réserves porteront essentiellement sur les surfaces consommées et le manque de rupture dans la dynamique d'urbanisation (période 2030 /2040), que traduisent le PADD et DOO. Les orientations politiques exposées dans le PADD sont vertueuses. Malheureusement, elles ne sont que faiblement reprises dans le DOO.

.../...

La surconsommation de foncier des dernières décennies a largement contribué à l'étalement urbain quel que soit le secteur du territoire du SCOT. Il nous paraît pour cela insuffisant de caler une estimation des besoins, certes réduite d'environ 50%, en ne se référant qu'à cette surconsommation passée. Nous aurions espéré une réduction plus significative au regard des orientations de baisse de l'artificialisation nette projetée au niveau national.

Le résultat escompté est une consommation de 1480 ha dont 762 ha de surface agricole. Celui-ci ne tient pas compte de la vulnérabilité des surfaces mécanisables et des terres arables qui vont être impactées. Ces surfaces sont très importantes car stratégiques pour le maintien de l'agriculture. D'autant plus qu'elles ne représentent aujourd'hui qu'environ 5% de la SAU du département. L'aspect qualitatif des surfaces qui seront perdues pose la question du devenir de l'activité agricole sur les secteurs concernés .

Concernant les points de désaccord :

- Nous ne sommes pas favorables à la consommation des espaces agricoles (même pastoraux) par les aménagements de production d'énergies renouvelables à forte emprise foncière. Par ailleurs, les conditions d'absorption de cette production électrique méritent d'être intégrées en préalable dans les potentialités de développement (risque de saturation des lignes HT et MT).
- Les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques ne sont pas des sanctuaires et nous demandons la levée d'interdiction de construire voire de changer la destination des bâtiments existants.
- La possibilité de construire, même à titre exceptionnel, des habitats précaires (caravanes et autres) dans l'espace agricole altère la vocation première de celui-ci. Ce phénomène de « cabanisation » de ces espaces agricoles est ensuite très difficile à enrayer et nécessite des interventions foncières parfois compliquées pour les collectivités.
- Le SCOT et les PLU n'ont pas comme finalités la réglementation sur les retenues collinaires, les équipements pastoraux, le remplissage des piscines par le pluvial, les captages privés, etc....
- Les collectivités ne peuvent déroger sans avoir utilisé tous les moyens et procédures pour mobiliser les dents creuses du tissu urbain. Les extensions ne peuvent se réaliser qu'à cette condition.
- Le redéploiement des emplacements de camping situés en bord d'Ardèche face au risque d'inondation ne doit pas se réaliser sur les espaces agricoles, dès lors qu'il existe d'autres possibilités foncières pour cela.

Concernant les remarques avec réserves :

- La consommation de 95 ha pour les zones d'activités économiques doit intégrer le potentiel requalifiable dans les ZAE existantes (friches) quel que soit le niveau dans l'armature. Cette obligation tient dans les récentes évolutions législatives en lien avec le « 0 % artificialisation nette ».
- De même, selon les activités, le potentiel de friches commerciales pourrait lui aussi intégrer un changement de destination des enseignes vers de l'artisanat et petite industrie compatible avec les activités existantes. Les projets de créations de zones à l'échelle intercommunale (Berg et Coiron par ex) posent la question de la solidarité territoriale entre bassins de vie.

- Du point de vue méthodologie, pour assurer la couverture des besoins de logement, les paramètres utilisés minimisent le nombre souhaité d'habitants par foyer. Un scénario de rupture avec l'existant est envisagé en priorisant les tranches d'âge jeune (< 40 ans) de population à accueillir et d'emplois à créer. On peut ainsi espérer maintenir, a minima, le taux actuel de 2,08 qui est déjà faible au regard des orientations affichées. Une limitation de cette densité par habitat à 2 résidents seulement a une incidence trop exagérée sur le nombre de logements à construire, au regard des objectifs d'une croissance positive de 22 500 habitants.
- L'ensemble du département est classé en AOP Picodon, ce qui, à la lecture, ne laisse aucune opportunité de mobiliser des surfaces agricoles pour d'autres activités. Par définitions toutes les parcelles exploitées sous signe de qualité « doivent être protégées » et non « peuvent être protégées ».
- L'agri-photovoltaïque ne peut s'effectuer dans un premier temps qu'à titre expérimental. La Chambre d'Agriculture s'est engagée à travers le Contrat de Transition Écologique du Département sur ce type d'expérimentation : (projet agricole ,zone, surface, modalités d'implantation, d'exploitation, adéquation avec un usage agricole, etc....) . Par contre le développement du Photovoltaïque peut largement se réaliser sur les bâtiments ou sur des surfaces déjà aménagées (ombrières, toiture des ZAE, carrières désaffectées, délaissés d'emprise, ...).
- Il faudra préciser les PIG et les cas où les zones humides sont détruites et sur quelles surfaces de compensations écologiques elles s'appliqueront (surfaces agricole, naturelle, forestière). Rappelons que dans le cadre du SDAGE et SAGE, la compensation est pour 1ha de zone humide détruit /2ha compensés. Ce qui amène l'économie agricole à subir la double peine lorsqu'il y a prélèvement et compensation sur la surface agricole utile.
- Certaines communes sont propriétaires de leur propre massif forestier et peuvent donc décider, avec l'appui de l'ONF, de mettre en œuvre une gestion de leur forêt orientée vers des objectifs définis par la collectivité. Cependant, la forêt en Ardèche est détenue à 90% par des propriétaires privés et il n'est pas du ressort d'une commune d'édicter des principes de gestion forestière à l'endroit des propriétaires privés. Toutefois, les collectivités peuvent soutenir le développement de filières économiques spécifiques et inciter les propriétaires privés à mettre en œuvre une gestion au profit de ces filières (production de bois, chasse, tourisme,...). Dans cet objectif, le document de planification peut formuler des recommandations et prescriptions en accord avec les directives des services de l'État en la matière.

Les points d'accords :

- Nous agréons les projections démographiques en deux phases (2016/2030 et 2030 2043), avec cependant la crainte d'une surestimation sur la zone Montagne. L'agglomération Albenassienne capte 66 % de la progression démographique. Le recours à la réhabilitation de l'existant dans la centralité est indispensable.

- Sera posée à court terme la nécessité de baisser le taux de résidences secondaires (taux important) dans le territoire SUD. Ce type de logement présente un marché difficilement accessible à la population qu'il est envisagé d'accueillir (jeunes actifs) et augmente de ce fait la nécessité d'urbanisation. Il s'avère donc nécessaire d'enrayer la spéculation immobilière dans l'existant afin de limiter les nouvelles constructions tout en maintenant les objectifs d'accueil.
- Les publics attendus étant jeunes, actifs, avec des revenus moyens à faibles et des emplois saisonniers, une part non négligeable des programmes de constructions neuves doit de ce fait couvrir ces besoins de logements sociaux, qui à ce jour sont quasi inexistantes.
- Accord sur les densités moyennes. Par contre si on veut accueillir des populations jeunes et actives sur la zone Montagne pour engendrer un regain de population, il faut imposer une densité a minima de 15 logements/ha. Du fait ,entre autres, de la concurrence des résidences secondaires. Il est aussi nécessaire d' orienter le développement urbain vers des opérations d'ensemble en greffe des bourgs, hameaux et groupe de constructions (loi Montagne et charte du PNR des Monts d'Ardèche).
- Le logement de fonction et/ou de gardiennage est lié à l'exploitation agricole (ceci ne correspond pas au patrimoine bâti de l'exploitant / taille et équipement de confort). C'est dans ce contexte que la construction peut être accolée et/ou dans l'enveloppe du bâti économique (emprise au sol). Nous avons ce type de règlement dans les PLU qui nuit à la reprise de l'ensemble des facteurs de production. Il en est de même pour les activités commerciales et artisanales. La limitation de la surface de plancher conciliant présence et surveillance dépasse rarement dans ce contexte 70 m² de Surface de Plancher. On est loin de la construction à usage d'habitation. Il se trouve que la formulation de cette orientation laisse à penser que lorsque l'agriculteur (exploitation individuelle, unipersonnelle) est propriétaire de son logement de fonction, il le libérera plus facilement dans ces conditions. Or force est de constater que c'est le cas inverse qui se produit, le frein à l'installation est lié à la non mise à disposition de ce patrimoine, qu'il soit accolé ou non aux bâtiments économiques.
- Nous sommes favorables au principe et à la définition des fronts urbains au regard des potentiels agricoles mais aussi au regard des aspects environnementaux et paysagers, trame verte et bleue. Pour les communes du SUD 07 le périmètre affiché dans le PAEN (PANDA) peut s'avérer une bonne approche.
- Il serait utile de préciser que les documents d'urbanisme doivent établir un inventaire exhaustif des bâtiments pouvant changer de destination en zone A et N. Les caractéristiques des bâtiments seront abordées dans une annexe du document d'urbanisme avec support iconographique (emprise au sol, niveau de plancher, façades, proximité des réseaux et sièges d'exploitation...) et référencées sur le document graphique.
- le PAEN (PANDA) n'a pas de programme d'actions de ce type, il serait opportun de reconfigurer le plan d'actions du PANDA en tenant compte de cette recommandation.

Considérant les principes de la charte départementale de gestion durable des territoires, de la réglementation en matière de consommation d'espace et l'impact de votre projet sur l'activité agricole locale, nous émettons un **avis favorable** sur votre dossier de révision **sous réserve** de la prise en compte de l'ensemble des remarques évoquées ci-dessus et détaillées dans l'annexe jointe.

Vous trouverez en effet en annexe de ce courrier une déclinaison plus précise et illustrative de notre avis à travers les références au texte de l'ensemble des pièces fournies par le dossier de SCOT, à savoir :

- Rapport de présentation / Diagnostic Territorial : chapitre 1 à 5 (557 pages)
- Projet d'Aménagement et Développement Durables (54 pages)
- Document d'Objectifs et Orientations (131 pages).

Souhaitant que nos remarques et précisions contribuent à la bonne poursuite de votre projet, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Benoit CLARET
Président



Annexe de compilation des remarques

1. Le Rapport de présentation :

Vu l'importance des textes , nous avons procédé à une lecture attentive mais qui ne présage pas de certains oublis.

Chapitre 1 : Diagnostic territorial : 1 / 133

Page 28 : l'armature classe Laurac dans les villages ruraux à très ruraux, malgré sa densité de population

Chapitre 2 : Etat Initial de l'Environnement : 1 / 199

Page 24 : dans les espaces à protéger, il n'y a pas l'estimation des surfaces PAEN/PANDA sur les communautés de communes des Gorges de l'Ardèche et du Pays des Vans

Page 47 : coquille remplacer IGN par RPG

Page 52 : erreur dans tableau des surfaces agricoles la somme est de 38 771 ha / 33 771 ha

Page 53/54 : manque 5000 ha dans les tableaux. Les critères retenus de potentialité posent la question du choix et de la méthodologie. En effet sur ce type de critères l'exposition au gel, l'altitude peuvent largement influencer le potentiel surfacique et donc limiter le potentiel de production.

Page 56 : remplacer arboricole par Elevage : 93 188 ha

Page 57 : L'élevage bovin de la montagne se caractérise sur Coucouron par la production de céréales auto-consommées par les animaux. Un système Bovin céréales met en avant la vente des céréales produites ce qui est exceptionnel sur le bassin de Coucouron au vu du % de surfaces mises en culture.

Page 190 : Couverture du risque incendie : la présence de bornes et poteaux incendie n'implique pas que ces équipements débitent suffisamment (60m³ / h) pour assurer la DECI. Il serait indispensable dans ce cas, de préciser que les hydrants sont en capacité d'assurer cette DECI (borne, poteau, citerne....) 120 m³/ h.

Chapitre 3 Évaluation Environnementale : 1 / 208

Page 47 : En matière de consommation d'espace, l'affichage de prélèvement de 95 ha pour l'ensemble des énergies renouvelables doit être corrélé à la capacité des réseaux à distribuer l'énergie ainsi produite. Nous avons avec la DDT soulevé la saturation à court terme des réseaux MT et HT. La projection à 2030 nous paraît peu réaliste au vu des capacités relictuelles du département 07 , des projets en cours (PC déposés) et de la position de RTE.

De même, nous serons plus que prudents voire défavorables à l'expérimentation sur des espaces pastoraux de PV au sol. Ces espaces présentent des enjeux de biodiversité importants, de plus ces installations industrielles sont soumises à étude d'impact, le recours à l'argumentaire de l'élevage reste aléatoire du fait en particulier des pratiques de gardiennage sur ce type de ressources pastorales, contraire à la création de parcs PV clôturés.

Page 53 : règle N° 36 du SRADDET protection des réservoirs de biodiversité : Nous nous interrogeons sur l'interdiction du changement de destination de bâtiment existant. Soit il y a un problème de reconnaissance du réservoir de biodiversité qui devrait être exempt de toute construction, soit le changement de destination n'aura pas d'impact sur le milieu puisque le bâtiment est déjà présent.

Le DOO pourrait par contre limiter le type de changement de destination à des occupations non polluantes (bruit, éclairage, effluents...).

Concernant les corridors, il serait bon que le SCOT utilise les définitions du SRCE Rhône Alpes pour caractériser les dits corridors. En effet il nous semble qu'il y ait confusion entre les corridors « axes » (déterminés précisément dans les PLU à une échelle parcellaire) et les corridors « fuseaux » qui eux matérialisent à une échelle macro, les principes de continuité écologique. Il est donc délicat de parler de corridors « axe fuseau » pour définir une protection adaptée. Ce terme est employé tout au long du document concernant la trame verte et bleue.

Page 123 : la consommation pour les zones d'activités économiques de 95 ha doit intégrer le potentiel requalifiable dans les ZAE existantes (friches) .

De même, selon les activités le potentiel de friches commerciales pourrait lui aussi intégrer un changement de destination .

Les projets de créations de zones à l'échelle intercommunale doivent s'appuyer sur une solidarité territoriale élargie entre bassins de vie pour éviter les redondances et encourager les complémentarités.

Page 127 : Progression démographique : dans le schéma et son commentaire inversion des tendances entre le supérieur et l'inférieur.

Du point de vue méthodologie pour assurer la couverture des besoins, les paramètres minimisent la présence par foyer d'habitants sauf à maintenir la situation actuelle (2,08 à 2), ce qui n'est pas le cas puisqu'une rupture avec l'existant est abordée en priorisant les tranches d'âge jeune < 40 ans.

On peut ainsi espérer maintenir a minima, le taux actuel qui est déjà faible. Ceci aura une incidence sur le nombre de logements à construire, les emplois à créer et sur l'atteinte d'une croissance positive de 22500 habitants. Cette éventualité non calculée par l'ADIL permettrait de calibrer au mieux la consommation d'espace qui, si elle diminue de près de **50 %**, **reste excessive avec 1480 ha dont 762 ha de zone agricole.**

Page 136 : Les activités économiques autres qu'agricoles et forestières vont consommer 293 ha supplémentaires. Si on peut admettre la nécessité des ZAE et la création d'emplois pérennes à hauteur de 95/105 ha selon le document (Page 144), les 190 ha supplémentaires n'auront qu'une faible incidence sur l'emploi local, soit qu'il s'agisse d'un redéploiement sans création d'emplacement de camping(doctrine préfectorale), soit par confortation et maintien des carrières existantes.

Quant aux 95 ha d'énergie renouvelables (PV et éolien) leur programmation sera liée à la capacité du réseau RTE à transporter les kilowatts produits (Page 156).

La consommation de foncier prévue par habitant malgré le choix d'opérer des densités et de se centrer sur l'agglomération d'Aubenas reste élevée avec 636 m²/ habitant.

Page 168 : Nous ne sommes pas favorables à l'implantation de caravanes à titre exceptionnel dans les réservoirs de biodiversité secondaire qui en majorité des cas sont des surfaces agricoles. La « cabanisation » des surfaces agricoles est une constante qu'il faut bannir au regard des législations sur le mitage des espaces naturels.

Chapitre 4 : résumé non technique : 1/9

Pas de remarque sur le résumé non technique

Chapitre 5 : indicateurs de suivi : 1/8

Page 8 : il manque les surfaces éligibles au PAEN / PANDA

2. Le Projet d'Aménagement et Développement Durables PADD : 1 / 54

Nous n'avons pas de remarque particulière sur ce document. Le projet politique correspond à nos attentes en matière de développement du territoire et de prise en compte de l'agriculture dans les modalités d'aménagement. Sa déclinaison dans le DOO appelle cependant différentes remarques et réserves qui sont détaillées ci-après.

3. Le Document d'Objectifs et d'Orientations : 1 / 131

Remarque globale : Le DOO n'est pas suffisamment prescriptif. Certaines orientations ne se justifient pas dans un document d'urbanisme et font « doublons » avec les orientations du PADD, ce qui ne facilite pas la lecture voire la compréhension desdites orientations. Certaines recommandations pourraient être prescriptives et vice versa.

Page 8 et 9 : Orientation 2 : Nous agréons les projections démographiques en deux phases (2016/2030 et 2030 2043) avec cependant la crainte de surestimation sur la Montagne. L'agglomération Albenassienne capte 66 % de la progression démographique, sera posée à court terme la problématique de baisse des résidences secondaires (taux important) dans le territoire SUD pour enrayer la spéculation immobilière dans l'existant et dans les nouvelles constructions (%) difficilement jugulables par un SCOT. Les publics attendus étant jeunes, actifs, mais avec des revenus moyens à faibles et des salariés saisonniers, une part non négligeable des programmes de constructions neuves doivent couvrir ces besoins de logements sociaux, qui à ce jour sont quasi inexistantes.

Page 21 Objectif 8 : Pas favorable au dernier paragraphe, la « cabanisation » et la spéculation foncière sur ce type de demande sont une réalité sur le bassin d'Aubenas et en Sud 07. Le permettre à titre exceptionnel aurait comme incidence un appel d'air sur ce type d'occupation du foncier agricole, alors que des actions inverses sont réalisées par les collectivités pour éviter cette urbanisation sauvage (préemption foncière via la SAFER).

Page 29 : Accord sur les densités moyennes. Par contre, si on veut accueillir des populations jeunes et actives sur la zone Montagne pour engendrer un regain de population, il faut imposer une densité à minima de 15 logements /ha, du fait entre autre de la concurrence des résidences secondaires et orienter le développement urbain vers des opérations d'ensemble en greffe des bourgs, hameaux et groupe de constructions (loi Montagne et charte du PNR des Monts d'Ardèche).

Page 33 : orientation 16

L'ensemble du département est classé en AOP Picodon, ce qui à la lecture ne laisse aucune opportunité de mobiliser des surfaces agricoles pour d'autres activités.

La recommandation N°2 doit être prescriptive. Par définitions toutes les parcelles exploitées sous signe de qualité « doivent être protégées » et non « peuvent être protégées ».

Page 34 : orientation 18

Le logement de fonction et/ou de gardiennage est lié à l'exploitation agricole (ceci ne correspond pas au patrimoine bâti de l'exploitant / taille et équipement de confort). C'est dans ce contexte que la construction peut être accolée et/ou dans l'enveloppe du bâti économique (emprise au sol).

Nous avons ce type de règlement dans les PLU qui nuit à la reprise de l'ensemble des outils de production. Il en est de même pour les activités commerciales et artisanales. La limitation de la surface de plancher conciliant présence et surveillance dépasse rarement dans ce contexte 70 m² de Surface de Plancher. On est loin de la construction à usage d'habitation.

Il se trouve que la formulation de cette orientation laisse à penser que lorsque l'agriculteur (exploitation individuelle, unipersonnelle) est propriétaire de son logement de fonction, il le libérera plus facilement dans ces conditions. Or force est de constater que le frein à l'installation est lié à la non mise à disposition de ce patrimoine, qu'il soit accolé ou non aux bâtiments économiques.

De même, dans le cas d'une exploitation sociétaire et / ou en location la question de l'implantation ne se pose pas. Afficher que la valeur d'usage (fonction) fait contrepoids à la valeur patrimoniale (capital) surtout dans des secteurs à forte tension est un faux argument. Rien dans le règlement d'un document d'urbanisme ne peut obliger un propriétaire à libérer l'ensemble et la jurisprudence en la matière est constante.

Orientation 19 : Pas d'accord, ce n'est pas le SCOT qui réglemente les retenues collinaires dans l'espace agricole. L'application de la loi sur l'eau y suffit largement (SDAGE / SAGE).

Page 35 : Orientation 20 : Nous ne sommes pas d'accord : ce n'est pas le SCOT et/ou les documents d'urbanisme qui réglementent les équipements pastoraux (citernes, abreuvoirs...)

La recommandation N°3 doit faire partie de l'orientation 21 avec prescription. La recommandation N°4 : les espaces définis par le PAEN peuvent faire l'objet d'une reconquête tout en s'assurant de la franchise des autorisations de défrichement.

Page 36 : Orientation 22 : pas favorable : la mobilisation des dents creuses est obligatoire quitte à user des outils de mobilisation foncière (préemption, expropriation) ; soit les espaces agricoles stratégiques sont bien définis et protégés à long terme (zonage inconstructible, PAEN ou autre), soit ils ne le sont pas auquel cas les extensions pourront sous conditions venir consommer ces espaces. On rappellera que la séquence ERC (éviter / réduire / compenser) commence par la justification J (justifier).

Orientation 23 : Favorable sur le principe et la définition des fronts urbains au regard des potentiels agricoles mais aussi environnementaux et paysagers, (trame verte et bleue). Pour les communes du SUD 07 le périmètre affiché dans le PAEN / PANDA peut s'avérer une bonne entrée en matière.

Page 39 : Orientation 24 : INous sommes défavorables au développement de centrales photovoltaïques au sol sur surfaces à potentiel agricole. L'agri photovoltaïque qui lie protection des cultures et production d'énergie ne peut s'envisager qu'à titre expérimental pour justement vérifier cette adéquation entre les deux activités et sa pérennité fonctionnelle. Le développement du PV peut largement se réaliser sur le bâti et l'urbain existant.

Page 41 : Orientation 27 : supprimer le dernier alinéa, il n'est pas nécessaire

Page 48 : Orientation 33 : Préciser que les documents d'urbanisme doivent établir un inventaire exhaustif des bâtiments pouvant changer de destination en zone A et N. Les caractéristiques des bâtiments seront abordées dans une annexe du document d'urbanisme avec support iconographique (emprise au sol, niveau de plancher, façades, proximité des réseaux et sièges d'exploitation...) et référencées sur le document graphique.

Page 50 : Orientation 35 : la doctrine hôtellerie de plein air et zone inondable permet le redéploiement des campings en zone faiblement exposée et/ou hors inondation sans création de nouveaux emplacements. Cela nécessite environ 70 ha de consommation de surface, sachant que la demande va porter quasi exclusivement sur ou à proximité des rivières du Sud Ardèche.

Nous considérons que la seule surface agricole ne peut être la solution ; certaines communes ont la possibilité de mobiliser à défaut des zones d'urbanisation future inscrites dans leur document d'urbanisme et couvrir ainsi une partie de ces besoins.

De plus, il est indispensable de sectoriser les créations (13 ha) dans les zones dépourvues du piedmont et ou de la Montagne avec des politiques d'accueil et d'activité qui se dédouanent de l'eau comme seule produit touristique. Ces créations devront s'effectuer en dehors de tout secteur agricole (stratégique et/ou non).

L'objectif 31 relatif au redéploiement de l'hôtellerie de plein air ne contribue pas à freiner cette surconsommation d'espaces naturels et la répartition ne correspond pas non plus à un rééquilibrage de l'activité sur l'ensemble du territoire ; nous y sommes opposés.

Page 51 : Objectif 32 : faire attention aux effets de seuil dans la capacité d'extension de camping, il faut prévoir des % qui ne seront pas mis à profit pour détourner la capacité globale.

Page 88 : Orientation 75 : Le règlement d'un plan local d'urbanisme ou autre document d'urbanisme faisant foi, il ne prévoit pas en dehors des implantations (limites séparatives et voies) d'article régulant le remplissage des piscines.

Seules les conditions de récupération des eaux pluviales peuvent être recommandées dans un souci de limitation du risque inondation.

La recommandation N°19 ne paraît pas nécessaire, le SCOT n'ayant aucune prérogative pour orienter le prix du m³ d'eau potable

Page 89 : Orientation 76 : le SCOT n'a pas de compétence à réglementer les captages d'eau privé n'ayant pas de servitude de protection. L'alinéa traitant cela doit être supprimé « les captages n'ayant.....locaux »

Page 93 : recommandation 20 : le PAEN / PANDA n'a pas de programme d'actions de ce type, il serait opportun de reconfigurer le plan d'actions du PANDA en tenant compte de cette recommandation.

Page 95 : objectif 45 : si cet objectif de consommation de 636 m² par habitant paraît vertueux, il n'en demeure pas moins que cette consommation est encore très importante et qu'un effort supplémentaire doit être fait a minima dans la deuxième séquence du SCOT.

Le gain annoncé est de 46 % d'économie foncière. Reste à prouver sur quel type de surface les collectivités définiront et mobiliseront leur énergie pour combler en priorité avec des densités supérieures, les dents creuses existantes dans le tissu urbain. **En conclusion, malgré les efforts consentis, le territoire perdra 1430 ha d'espaces naturels d'ici 2040.**

Page 101 : Orientation 85 : Il faudra préciser les Projets d'Intérêt Généraux et les cas où les zones humides sont détruites et sur quelles surfaces de compensations écologiques elles s'appliqueront (surfaces agricole, naturelle, forestière).

Rappelons que dans le cadre du SDAGE et SAGE la compensation est pour 1ha détruit /2ha compensés ce qui amène l'économie agricole à subir la double peine lorsqu'il y a prélèvement et compensation sur la surface agricole utile !

Page 103 : Orientation 89 : Si les bâtiments sont existants et que leur vocation n'hypothèque pas le fonctionnement et la perméabilité de la trame verte et/ou bleue, nous ne sommes pas favorables à l'interdiction du changement de destination, sans contrepartie. Il nous semble indispensable dans ce cas, de prévoir des études à la parcelle pour déterminer les critères de perméabilité et donc des éventuels changements de destination du bâti présent dans le corridor.

Page 104 : Orientation 91 : le SRCE Rhône Alpes donne les définitions des deux types de corridors qui doivent être pris en compte dans le SCOT ; le degré de précision des échelles s'imposent dès lors que nous sommes en présence d'un corridor « axe » de faible largeur et indispensable à la perméabilité de la zone.

Concernant le corridor « fuseau », il indique un principe de perméabilité qui peut être précisé par des études complémentaires. Rappelons que le corridor « axe » se décline dans le document d'urbanisme local à la parcelle, la notion utilisée dans le SCOT « d'axe fuseau » est ambiguë et laisse entendre qu'il s'agit du corridor « fuseau » du SRCE.

Page 105 : Orientations 92 et 93 : idem orientation 91. Les constructions de bâtiments agricoles sont possibles en corridors « fuseau » et examinées au cas par cas dans les corridors « axes » du SRCE.

Page 106 : Orientation 94 : il faut définir la notion de corridor en voie de détérioration, en particulier si ces corridors sont terrestres et/ou aériens

Page 106 : Orientation 95 : Si la recommandation est vertueuse, le document d'urbanisme aura bien du mal à faire respecter les prescriptions proposées par le SCOT. On rappellera que le document d'urbanisme local assure la constructibilité de son territoire, qu'il est déjà délicat de vérifier la bonne prise en compte des articles 11 dans les projets et réalisations. Les recommandations sont nécessaires, les prescriptions n'ont d'intérêt que si la collectivité a la capacité à les faire respecter.

Page 111 : Orientation 101 : Afficher dans le texte les délais de moyen terme pour la réalisation et le renforcement des réseaux HT de RTE à 2030 a minima

Page 113 : Objectif 50 : A vérifier avec les projets de RTE horizon 2030

Page 114 : Objectif 51 : A vérifier avec les projets de RTE horizon 2030

Page 115 : Objectif 53 : 95 ha de consommation pour l'éolien et le photovoltaïque sur des zones agricoles pourrait être remis en cause par les capacités de transport électrique. Nous sommes par ailleurs défavorable à une consommation de foncier agricole pour les centrales au sol.

Page 127 Orientation 124 : La forêt en Ardèche est détenue à 90 % par des propriétaires privés, il est difficile de proposer la mise en place d'une gestion forestière communale. Par contre les projets de filières économiques et des communes soumises au régime forestier peuvent s'en emparer. Le document de planification pourra mettre en œuvre les recommandation et prescriptions des services de l'état en la matière.

Concernant les annexes cartographiques :

L'atlas N°1 qualifie d'espaces agricoles stratégiques les surfaces agricoles en limite d'urbanisation, ou du moins en pression vis-à-vis de l'artificialisation. Il serait opportun de vérifier que les communes au Nord Est du territoire (Massif du Coiron) ne soient pas concernées directement par ce phénomène de pression. Il, nous semble que du fait d'un faible coût du foncier, de la pression sur les centralités, les zones agricoles à proximité des bourgs et hameaux peuvent elles aussi, subir ce genre de pression urbaines.

Concernant l'atlas N°3 des zones humides :

Si le document recense exhaustivement les zones du SDAGE Ardèche, il serait nécessaire qu'en parallèle et vu leur importance (nombre et surface), les zones humides liées au bassin de la Loire, figurent elles aussi et à ce niveau de précision, dans cet atlas.

DAAC :

Pas de remarque sur les prescriptions du document d'accueil commercial qui précisent les modalités des implantations des commerces de proximité et en périphérie des centralités.